

Le plan Trump-Netanyahu doit être rejeté partout, et par toutes et tous !

La France qui est historiquement partisane d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens doit condamner le « deal » concocté entre Trump et Netanyahu contraire au droit international.

Ce n'est pas un « plan de paix » que Donald Trump et Benjamin Netanyahu ont dévoilé le 28 janvier !

Ce « plan » entérine l'annexion définitive des territoires palestiniens occupés et la création de « réserves » sans continuité territoriale ni souveraineté pour le peuple palestinien. Au mépris du droit international, du respect des droits humains universels, des résolutions de l'ONU et des droits fondamentaux des Palestiniens dont ceux des réfugiés, ce plan est aussi inacceptable au plan mondial, d'autant plus qu'il remet en cause le statut international et multiconfessionnel de la ville de Jérusalem.

Le peuple palestinien objet de tant d'atteintes à ses droits fondamentaux devrait ainsi accepter que son destin soit scellé sans sa participation !

Ce plan ouvre la voie à des guerres dont les répercussions internationales seront gravissimes. Ce plan ne doit pas voir le jour.

Attachés au droit et aux principes fondateurs de la Charte des Nations unies, nous exhortons la présidence française et son ministre des Affaires étrangères à condamner publiquement et très fermement ce « deal » Trump-Netanyahu en rappelant qu'aucune paix n'est possible si le droit international et les résolutions de l'ONU ne sont pas respectés, et si l'une des parties prenantes n'est pas pleinement associée aux négociations.

Ce « deal » dangereux est contraire aux positions historiques de notre pays. Les prises de positions de la France sur ce sujet devraient être soumises, quoi qu'il en soit, à un vote au Parlement pour définir le mandat des représentants français dans les instances internationales.

La reconnaissance de l'État de Palestine, dans ses frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est comme capitale, aux côtés de l'Etat d'Israël qui doit être celui de tous ses citoyens reste le seul chemin véritable permettant au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination. C'est dans cette voie que les autorités françaises doivent continuer d'agir au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et, au

niveau européen, pour que l'Union européenne s'exprime et agisse en ce sens.

Nous appelons toutes les forces démocratiques, militants de la paix, de la fraternité et des droits humains de notre pays à se mobiliser et à s'allier pour que la France porte avec détermination la voix d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens.

Nous convions toutes les forces disponibles à prendre désormais, et dans les jours et semaines à venir, toutes les initiatives pertinentes pour empêcher la mise en œuvre du plan Trump-Netanyahu.

Nous demandons solennellement au ministre Jean-Yves Le Drian de recevoir au plus tôt une délégation des signataires de cet appel au sujet de la position officielle exprimée par le Quai d'Orsay et des initiatives de paix à prendre désormais dans les jours et semaines qui viennent pour empêcher la mise en œuvre du projet dévastateur Trump-Netanyahu.

Premiers signataires :

- Association France Palestine Solidarité (AFPS)
- Association pour le jumelage entre les camps palestiniens et les villes françaises (AJPF)
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- Ensemble !
- Fédération Syndicale Unitaire (FSU)
- Gauche Démocratique & Sociale (GDS)
- Gauche Républicaine & Socialiste (GRS)
- Génération.s
- Groupe parlementaire de la France Insoumise
- Ligue des Droits de l'Homme (LDH)
- Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCJF)
- Mouvement de la Paix
- Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)
- Parti Communiste Français (PCF)
- République & Socialisme
- Solidaires
- Une Autre Voix Juive (UAVJ)
- Union Nationale des Etudiants de France (UNEF)